



# La parole aux communes

Soirée d'information  
et de débat  
à propos de l'Accord  
sur le Commerce  
des Services **TiSA - ACS**

**jeudi 19 mai 2016 à 19 heures**

Maison des Associations, Salle Gandhi  
rue des Savoises 15, 1205 Genève

**en introduction**

**Sandrine Salerno** Conseillère administrative de la Ville de Genève qui s'est déclarée zone hors-TiSA (Socialiste).

**puis les interventions, suivies d'un débat, de**

**Alfonso Gomez** Membre du bureau des Verts du Canton de Genève et conseiller municipal de la Ville (Les Verts).

**Michel Pomatto** Conseiller municipal au Grand-Saconnex, ex-président du conseil municipal (Socialiste).

**Gérard Scheller** Membre du comité d'Attac-Genève et StopTiSA (Solidarités).

Modération : **Chloé Frammery**

La soirée se terminera par une verrée vers 21h.

**Organisation : Comité Stop TiSA-Genève**

**Soutiens :** Attac-Genève, CADTM, MvRC, CJP, Solidarités, CGAS, Unia, SSP, SIT, Syna, FAMCO, AGEEP, Cartel Intersyndical, Parti Socialiste, Les Verts.

## **La parole aux communes : soirée d'information et de débat à propos de l'Accord sur le Commerce des Services**

Ces dernières semaines, chaque jour, la presse se fait écho d'une fuite (divulguée par Greenpeace) dans les documents secrets concernant TAFTA, l'accord de libre-échange entre les USA et l'Union Européenne. Les médias oublient parfois TiSA qui concerne le secteur des services dans 50 pays, dont notamment la Suisse, les USA, l'Union Européenne, le Canada et l'Australie.

**TiSA (Trade in Services Agreement) est un accord de libre-échange sur le commerce des services négocié en toute discrétion depuis 2012.** L'objectif de TiSA : libéraliser l'ensemble des services, ce qui veut dire les soumettre à la concurrence internationale et les déréglementer au maximum, qu'il s'agisse de services publics, de services subventionnés ou de services privés. Les prestations des services publics seraient dès lors considérées comme de la concurrence déloyale pour les entreprises privées. Même les acquis sociaux et syndicaux seraient attaqués.

Certaines politiques publiques, décidées démocratiquement, dans le domaine des transports, de l'énergie, de la protection des consommateurs ou encore de la santé et de la formation deviendraient inapplicables car considérées comme des "obstacles non nécessaires au commerce" selon cet accord, des obstacles aux profits des multinationales et au détriment des petites et moyennes entreprises.

Conscientes de la gravité de l'enjeu, **plusieurs communes du canton de Genève se sont symboliquement déclarées hors TiSA.** A ce jour, ce sont la Ville, Carouge, Meyrin, Plan-les-Ouates, Puplinge. Plus loin, Lausanne, Renens, Sainte-Croix et la ville de Zurich ont rejoint le mouvement. Le Parlement genevois a également voté dans ce sens en novembre 2015 mais le Conseil d'Etat n'a pas donné suite à cette décision parlementaire.

Cet accord de libre-échange **menace les services publics et porte gravement atteinte à nos droits démocratiques.** Quant à nous, citoyens, il est urgent et vital, que nous soyons informés des implications de TISA. Le SECO annonce un nouveau tour de négociations à Genève, sur TiSA, du 26 mai au 3 juin 2016.  
**Mobilisons-nous !**